

p.B.15.21.Irak(1). - LC/sch

Berne, le 11 juillet 1978

Entretien entre M. Hamed Alwan, Ministre d'Etat aux affaires étrangères d'Irak, avec M. le Conseiller fédéral P. Aubert, Chef du Département politique fédéral, le 29 juin 1978

---

M. Aubert salue son hôte et se félicite de sa venue qui permettra aux relations entre la Suisse et l'Irak de se développer. Il n'y a pas de conflit entre les deux pays, mais nous devons encore mieux nous connaître. Nous aimerions d'abord entendre le point de vue irakien sur le conflit du Moyen-Orient, échanger nos opinions sur la détente en Europe, nous informer de l'évolution du mouvement non aligné.

M. Alwan remercie son hôte, relève le travail intensif de rapprochement effectué par nos Ambassadeurs à Bagdad et à Berne, et souhaite ajouter à l'entretien le thème du Nouvel Ordre économique international.

### Moyen-Orient

M. Aubert: Comment caractérisez-vous le climat actuel au Moyen-Orient? Je pense que nous aurons à ce sujet des vues très parallèles. Pensez-vous qu'un Etat neutre, comme la Suisse, n'ayant ni passé ni avenir colonialiste pourrait être utile pour trouver une solution au conflit? et, si oui, sous quelle forme?

M. Alwan: Les pays neutres d'Europe peuvent sûrement jouer un rôle, au moins contribuer à trouver une solution. Mais celle-ci doit être basée sur la justice et l'équité et s'attaquer au fond du problème, qui est le problème palestinien. Notre position repose sur notre analyse de la nature de l'Etat d'Israël, qui est expansionniste, agressif et discriminatoire dans sa manière de traiter les chrétiens, les musulmans et les



- 2 -

juifs. Nous pensons que la Suisse devrait réagir sur ce point, puisqu'elle est un pays hôte d'organisations internationales humanitaires et qu'elle a ses traditions de défense des droits de l'homme.

M. Aubert: Nous pouvons vous dire que nous sommes absolument convaincus en Suisse qu'il est nécessaire de reconnaître les droits du peuple palestinien et son droit à l'existence. Sur ce point, il y a entre nous une parfaite identité de vues. Mais pourquoi les pays arabes ne sont-ils pas capables de se mettre d'accord pour défendre la cause du peuple palestinien? Pourquoi n'y a-t-il pas un front arabe uni? Il y en a qui soutiennent M. Arafat. D'autres le contestent. Je pense que M. Arafat est un homme modéré et un interlocuteur très valable.

M. Alwan: On ne peut nier qu'il y ait des divergences de points de vue entre Arabes. Mais il n'y a pas de divergence sur le fond de la question, seulement sur la tactique.

M. Aubert: L'Irak reconnaît-il le caractère représentatif de l'O.L.P.?

M. Alwan: Oui. Et nous défendons cette thèse dans toutes les organisations internationales.

Vous devez comprendre que nous nous sentons menacés. Les Arabes redoutent la poussée et l'occupation israéliennes. Le devoir de la communauté internationale est de faire pression sur Israël pour qu'il se retire des territoires occupés et reconnaisse les droits légitimes du peuple palestinien. Pour mettre un terme à son intransigeance, il faudrait arrêter toutes les aides qui lui sont accordées, sous forme militaire, financière et diplomatique.

M. Aubert: Nous avons vécu un moment extraordinaire de l'histoire du Moyen-Orient. Je veux parler de cette main tendue de Sadate, qui n'a pas été saisie et qui ne pourra pas rester indéfiniment tendue dans le vide. Sa démarche a beaucoup im-

pressionné l'opinion publique israélienne. Dans cet Etat encore très jeune, il y a eu un phénomène sans précédent, des démonstrations publiques pour critiquer l'attitude politique et militaire de Begin. Dans ce pays jusqu'ici si uni dans ses réactions nationales essentielles, il n'allait pas de soi que 35.000 personnes se trouvent pour manifester de la sorte. Comment l'Irak envisage-t-il cette nouvelle optique politique?

M. Alwan: Nous avons toujours été opposés à l'initiative de Sadate. Nous savions qu'il ne pourrait rien obtenir de Begin comme vous l'avez vous-même si bien constaté. Au surplus, sa démarche devait créer de graves divisions dans les rangs arabes. C'est d'ailleurs parce qu'il le savait que Begin s'est empressé d'accepter la visite de Sadate. Evidemment, Sadate avait ses propres raisons de faire ce qu'il a fait. Mais voyez-vous, en même temps qu'il prenait cette initiative, les Israéliens agressaient le Sud-Liban. Ce que je vous dis n'est pas seulement le point de vue de l'Irak, mais aussi celui d'autres pays arabes.

M. Aubert: Je vous pose ma question autrement: Y a-t-il des espoirs de voir l'opinion publique israélienne évoluer favorablement?

M. Alwan: Je serai très franc. Notre expérience de ces trente dernières années nous a toujours confirmé que la nature d'Israël -- j'entends bien entendu du mouvement sioniste -- était expansionniste, agressive, raciste. Non, nous n'avons pas l'espoir d'arriver à une solution juste et réaliste. La seule solution, mais à long terme, c'est un Etat démocratique et laïque où pourraient coexister juifs, chrétiens et musulmans. Nous ne sommes pas optimistes parce qu'avant Begin, le parti travailliste qui était au pouvoir poursuivait la même politique visant à attirer tous les Juifs du monde entier (il y en aurait près de 16 millions) sur les terres rares du Moyen-Orient, ce qui implique obligatoirement une expansion territoriale. Bien que la grande majorité de la communauté interna-

tionale soit en faveur des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, Israël ne les applique pas. L'Irak, pour sa part, ne reconnaît pas ces résolutions parce que nous estimons qu'elles ne vont pas au fond du problème. La situation réelle, c'est qu'Israël a des visées territoriales sur Gaza et la Cisjordanie et poursuit, sur des bases mythiques, un rêve d'expansion impériale. Si tous les Etats nourrissaient de tels rêves, il faudrait refaire toute la carte du monde!

M. Aubert: Reconnaissez-vous le droit à l'existence de l'Etat d'Israël?

M. Alwan: Pas dans sa nature actuelle. Ce serait reconnaître sa nature expansionniste et son racisme dirigé contre le peuple arabe.

#### Relations Est-Ouest

M. Aubert: Abordons la question des rapports Est-Ouest. Nous avons participé avec beaucoup d'intérêt au grand débat qui s'est déroulé autour de la table de la conférence de Helsinki. Il y avait à la CSCE pas seulement les Etats européens, mais aussi les USA et le Canada. Ceci signifie, et c'est très important, qu'il y avait à la fois les USA et l'URSS. (Faut-il regretter qu'il n'y ait pas eu également la Chine comme co-signataire de l'Acte final?!) Quelle est l'opinion de l'Irak sur la "détente"?

M. Alwan: Nous soutenons toutes les démarches propices à la détente internationale. A ce titre, nous approuvons la tenue de la Conférence de Helsinki. Mais nous voulons que la détente ne se limite pas à l'Europe, mais englobe tous les pays du monde. Nous pensons que le groupe des pays non alignés devrait pouvoir souscrire aux principes de Helsinki.

Non-alignés

M. Aubert: Nous sommes un Etat neutre. Nous ne sommes donc pas un Etat non aligné. Le groupe des pays neutres est bien déterminé et d'un comportement prévisible. Mais le mouvement des non-alignés est une force nouvelle très importante pour l'avenir du monde. Sa pensée, son action sont en pleine évolution. Nous sommes très heureux d'avoir le statut d'invité et nous suivons et voulons continuer à suivre avec une attention toute particulière la vie du mouvement.

M. Alwan: Nous mettons beaucoup d'espoir dans ce groupe qui joue un rôle très actif et très positif. L'Irak en est un membre actif. Nous nous préparons à accueillir le Sommet de 1982.

M. Aubert: Nous demandons d'ores et déjà à être invités en 1982!

M. Alwan: J'en prends bonne note!

Le mouvement a eu tellement de succès qu'il est devenu très grand, très nombreux. Et c'est alors que nous commençons à avoir des difficultés à l'intérieur du mouvement.

M. Aubert: C'est normal. Quand on est seul, il n'est pas nécessaire de dialoguer. Quand on est deux, on dialogue. Au delà, la règle humaine veut que la conversation devienne de plus en plus difficile.

M. Alwan: Effectivement, c'est normal. Enfin, au-delà des controverses, je vous rappelle que dans beaucoup de domaines de nature technique, les non-alignés font aussi du très bon travail.

M. Aubert: Qui représentera l'Irak à Belgrade?

M. Alwan: Notre Ministre des affaires étrangères,  
M. Hamadi.

## Nouvel Ordre économique international

M. Alwan: Cette question nous tient à coeur. L'Irak a participé à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale et continue de suivre de près l'évolution du dialogue entamé. Nous souhaitons que l'écart entre pays développés et pays en développement s'amenuise. Nous considérons que l'économie des pays en développement souffre du déséquilibre des prix des matières premières et de la hausse disproportionnée du prix des produits industriels qu'ils importent. Les pays producteurs de matières premières peuvent se regrouper à l'image de l'OPEP pour défendre leurs intérêts. Nous souhaitons des pays industrialisés une plus grande compréhension de ces problèmes, notamment des problèmes des pays endettés.

M. Aubert: Je suis ravi de pouvoir vous dire à ce sujet que je viens d'obtenir, la semaine passée, confirmation de notre Conseil national à l'octroi de 735 millions de francs suisses pour la coopération au développement. Nous n'aurons donc jamais de divergences sur ce point là.

M. Alwan: Nous souffrons beaucoup de l'inflation internationale et de la baisse de la valeur du dollar. Lors de la dernière réunion de l'OPEP à Genève, nous avons demandé que le dollar soit remplacé à long terme, pour fixer le prix du pétrole, par d'autres monnaies, dont le franc suisse.

M. Aubert: Oh! pas le franc suisse! Nous sommes un tout petit pays et notre monnaie ne pourrait devenir une monnaie mondiale. Nous n'avons pas d'inflation. Le Conseil fédéral vient de décider de réduire les tarifs téléphoniques. Si le franc suisse, qui est effectivement très solide, devait devenir une monnaie mondiale, nous serions peu à peu appelés à gérer le monde entier et à devenir les plus grands colonialistes que le monde ait jamais connus!

M. Zwahlen: Nous avons beaucoup apprécié la coopération avec l'Irak à la Conférence Nord-Sud de Paris. Vous aviez un délégué particulièrement brillant dans la commission sur l'énergie.

La situation économique mondiale a été caractérisée par de grandes périodes de perturbations qui se sont accumulées parce que nous n'avons pas réglé les problèmes qui se posaient. Ces perturbations se sont manifestées par l'inflation, l'effondrement de l'ordre monétaire et l'augmentation des coûts sociaux des pays industrialisés. Nous sommes en faveur d'un retour à l'équilibre. Il est difficile à atteindre parce que les perturbations étaient très profondes. Il faudra encore du temps, mais nous enregistrons des progrès.

Même si, quelquefois, il y a des divergences dans la manière de nous exprimer, il y a une grande convergence sur les objectifs. Il y a des divergences lorsqu'on parle de "Nouvel Ordre économique international". Nous sommes en faveur d'une modification de l'ordre économique international, mais nous ne pensons pas que le "Nouvel Ordre économique international", tel qu'il est formulé, puisse donner entière satisfaction. Nous poursuivons nos efforts de rapprochement dans les conférences internationales spécialisées. Nous étudions avec beaucoup d'intérêt les modalités d'un transfert massif de ressources dans les pays en développement. Nous pensons que dans les domaines des investissements, des produits de base, du Fonds commun, de l'endettement, nous pouvons faire des progrès et aller à votre rencontre.

Nous souffrons considérablement des perturbations du dollar. La baisse du dollar signifie une hausse du franc suisse et entraîne des difficultés graves pour nos exportateurs. Elle perturbe les décisions de nos entreprises et nos investissements. Nous luttons par tous les moyens pour une plus grande stabilité des changes. Nous sommes entièrement d'accord avec vous pour que vous puissiez compter également sur une stabilisation du

prix du pétrole. Nous nous rendons compte que la baisse du dollar vous affecte particulièrement. Nous sommes prêts à prendre des mesures en commun avec d'autres pays pour rechercher des solutions.

M. Aubert: Nous connaissons également les difficultés que la baisse du dollar cause aux fonctionnaires des organisations internationales payés dans cette monnaie.

Participants irakiens:

- M. Hamed Alwan, Ministre d'Etat aux affaires étrangères
- M. Wissam Zahaoui, chef du Département international II au Ministère des affaires étrangères
- M. Mundher Ahmed Al-Mutlak, Ambassadeur d'Irak en Suisse
- M. Youssef Naama, chef du cabinet du Ministre d'Etat
- Interprète

Participants suisses:

- M. le Conseiller fédéral P. Aubert
- M. l'Ambassadeur A. Weitnauer, Secrétaire général
- M. l'Ambassadeur J. Cuendet, chef du Secrétariat politique
- M. H.-J. Kaufmann, direction politique, division II
- M. le Ministre J. Zwahlen, chef du service économique et financier
- M. P. Luciri, direction politique, division II (procès-verbal)